

L'Union pétrolière

Entre réalité du terrain et vœux pieux politiques

Des slogans comme «sortir du pétrole» ou «réduire la dépendance au pétrole» sont en vogue actuellement. La branche des huiles minérales affronte des vents médiatiques et politiques contraires. Pour autant, l'enthousiasme du Conseil fédéral pour le «tournant énergétique» n'est pas unanimement partagé. L'Union pétrolière (UP) constate que la réalité du monde des consommateurs est fort éloignée des visions iréniques de certains politiques. **Par Markus Geiger**



Photo: m.a.d.

Les raffineries de Collombey (sur la photo) et de Cressier couvrent 38,4 pour cent de la demande domestique, le reste étant importé.

«Des prestations optimales pour l'économie comme pour les consommateurs: telle est la constante – l'une des principales de l'économie énergétique – qui va marquer l'avenir de la branche des huiles minérales», insiste Rolf Hartl dans une rétrospective-perspective à l'occasion du cinquantenaire de l'Union pétrolière (UP). Celui qui fut longtemps le directeur de l'UP en est depuis l'an dernier le président. Cette association regroupe 28 sociétés, qui assurent 95 pour cent des importations suisses de combustibles et carburants liquides. Les raffineries de Collombey (Vs) et de Cressier (Ne), exploitées par les sociétés membres Tamoil et Varo Energy, couvrent 38,4 pour cent de la demande domestique, le reste étant importé. L'UP, dont le secrétariat à Zurich occupe dix personnes, est dirigé à titre intérimaire par M. Philippe Cordonier. Font aussi partie de l'UP le centre d'information «Chauffer au mazout» et l'organisation faîtière Swiss Oil, qui compte 200 négociants en combustibles.

Informer directement le consommateur final

Le marché pétrolier est aujourd'hui sous le feu des critiques de certains médias et responsables de la politique énergétique. Et cela, bien que le pétrole couvre 59,4 pour cent des besoins énergétiques de la Suisse. «Le contact direct avec le consommateur final est notre seul moyen de caler l'information sur des faits», souligne le directeur Cordonier. Le bureau d'information «Chauffer au mazout» participe régulièrement à des salons et des expositions. L'UP emploie quatre représentants qui, l'an dernier, ont dispensé des conseils personnalisés à la faveur de 2500 entretiens.

Leur conviction, tirée du contact direct avec la clientèle, est que l'attitude de celle-ci à l'égard du mazout est plus favorable que ce voudrait nous faire croire l'opinion publique et médiatique. De même, leur présence au 43^{ème} salon suisse de Zurich pour l'habitat, la construction et l'énergie, dans

le stand de «Chauffer au mazout», les a amenés à conclure qu'il y a beaucoup de marge entre la réalité des consommateurs et les vœux pieux du monde politique, ce qui donne à penser que le citoyen n'apprécie guère la prétention de l'Etat à lui dicter son comportement énergétique.

Politique énergétique sujette à caution

Le «tournant énergétique» lancé en hâte par le Conseil fédéral et approuvé par le Parlement soulève beaucoup de questions sur le sérieux de cette décision de sortie, qui vise aussi, au-delà du nucléaire, à réduire de 80 pour cent en 2050 la part des combustibles fossiles par rapport à maintenant. Inutile de dire que sans un approvisionnement suffisant en carburants et combustibles, la prospérité de la Suisse deviendra vite de l'histoire ancienne. Or, dans 30 ans, selon les experts, les énergies fossiles conserveront une position dominante dans le mix énergétique – avec une part de 75 pour cent! Les réserves de pétrole prouvées suffisent pour 50 ans. Mieux: les innovations technologiques ouvrent l'accès à des quantités toujours plus importantes d'or noir. La fin de l'ère fossile est continuellement repoussée au loin. «Le développement de la demande dépendra davantage des progrès technologiques et de l'évolution économique et démographique que du monde politique», déclare encore le président Hartl.

Pour l'industrie pétrolière, les défis ne se trouvent pas sous terre, mais bien en surface. Pour la seule année 2011, pas moins de 6,3 milliards de francs de recettes fiscales provenant des produits pétroliers ont alimenté la caisse de la Confédération. Mais l'Etat demande davantage! Par des taxes d'incitation, il veut faire passer le public des énergies fossiles aux énergies vertes. «Instituer d'un seul coup un système d'approvisionnement énergétique fondamentalement nouveau est la chimère que caresse le monde politique. On imagine mal qu'une politique qui veut faire l'éducation du consommateur en modifiant et restreignant de force ses besoins puisse réunir une majorité de suffrages», note l'Union pétrolière.

L'économie de marché plutôt qu'interdits

«Les critiques anti-pétrole donnent beaucoup de travail à l'association», confie M. Cordonier. Grâce à un lobbying efficace déployé auprès de parlementaires cantonaux, l'UP a réussi à neutraliser diverses propositions déposées dans plusieurs cantons en vue d'interdire le chauffage au mazout dans les bâtiments neufs ou transformés. L'UP observe une accentuation des tendances interventionnistes de l'Etat, qui semble chercher des réponses du côté de la prohibition plutôt que dans des réglementations conformes à l'économie de marché. «L'Union pétrolière se sent tenue par des principes libéraux d'économie de marché et combattra ces tendances», écrit l'organisation dans son dernier rapport annuel.

L'UP doit régulièrement prendre position à l'occasion de procédures de consultation, par exemple sur la modification de la loi sur la vignette autoroutière ou sur le financement des infrastructures ferroviaires. Dans ce contexte, la branche estime que la révision de la loi sur le CO₂ s'est achevée sur un résultat insatisfaisant, car le renoncement aux compensations à l'étranger va compliquer la concrétisation des objectifs très ambitieux de la loi. M. Cordonier indique qu'il faut sans cesse demander aux politiques et aux médias de ne pas confondre la thématique du CO₂ avec celle des polluants.

Optimiste et novateur

Une initiative parlementaire a fait avancer le débat sur la question de la libéralisation des heures d'ouverture des échoppes de stations-services. Ce texte autorise l'ouverture sans restrictions des segments alimentation et kiosque des stations-services. «Nous travaillons en ce moment à la fondation d'une association des commerces de stations-services», précise M. Cordonier, «le but étant de conclure une convention collective à la fin de l'année». Pour imposer l'interdiction de vendre de l'alcool aux mineurs, l'UP offre au personnel des shops des cours dispensés par des professionnels de la Croix-Bleue. De son côté, Swiss Oil apporte une contribution à la formation continue grâce à ses cours des-

tinés au personnel des commerces de combustibles.

Dans les secteurs combustibles et carburants liquides, l'UP s'occupe de questions techniques liées aux services, de la normalisation qualitative des produits ainsi que des RP et du marketing des produits pétroliers. L'UP traite la question de la sécurité des transports en étroite collaboration avec des associations partenaires, par exemple l'Association suisse des transports routiers ASTAG. Un autre point fort de ses activités consiste à préserver un régime de libre concurrence entre agents énergétiques; des centrales électriques et de nombreux réseaux de chauffage à distance sont en effet aux mains des pouvoirs publics, partant en position de monopole. Dans le domaine du chauffage, l'UP réclame la possibilité de lutter à armes égales avec les fournisseurs officiels. L'efficacité énergétique et l'efficacité des ressources, la diversification des énergies et les mesures environnementales sont aussi des sujets qui occupent la branche en permanence.

Last but not least, l'UP est active dans la recherche. A cette fin, elle entretient un fonds qui soutient et conduit à maturité commerciale des projets du secteur industriel et thermique des EPF ou des Hautes écoles spécialisées. Malgré ses multiples défis, la branche demeure optimiste et ouverte aux innovations. ■

EV | UP ERDÖL-VEREINIGUNG
UNION PÉTROLIÈRE

Membres: 28

Fondation: 1961

Employés: 10

Président: Rolf Hartl

Directeur ad interim: Philippe Cordonier

Contact

Union pétrolière (UP)

Spitalgasse 5

8001 Zurich

Tél.: +41 (0)44 218 50 10

www.erdoel.ch